REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA LOIRE



Elections législatives du 23 Novembre 1958

2ème Circonscription

Electrices, Electeurs,

Vous êtes appelés à désigner votre représentant à l'**Assemblée Nationale** alors que les difficultés grandissent dans les foyers les plus modestes.

UNE ANGOISSANTE SITUATION ET SES ORIGINES.

Le charbon s'entasse sur les carreaux des puits tandis que des vieillards sans ressources voient s'approcher l'hiver avec effroi. Des industries typiquement locales comme le cycle et l'armurerie déclinent constamment. Les réductions d'horaires se multiplient dans la métallurgie. Mais le grand patronat et ses porte-parole comme **M. VIOLET** souhaitent un **« certain développement du chômage »** qui permettrait de s'opposer aux revendications des salariés.

Dans le même temps, le coût de la vie a considérablement augmenté. Les loyers sont devenus plus chers dans les logements H.L.M. comme dans les vieux immeubles qui demeurent le plus grand nombre. Les jeunes ont de la peine à apprendre un métier et à fonder un foyer. L'appauvrissement des consommateurs se répercute forcément sur le petit commerce soumis à des impôts écrasants.

L'intensification de la guerre en Algérie se traduit pour 1959 par un budget militaire de 1.560 milliards, soit 230 de plus qu'en 1958.

Les grandes sociétés capitalistes continuent à bénéficier de subventions de l'Etat, de détaxations, de privilèges fiscaux qui représentent des centaines de milliards.

L'ouverture prochaine du MARCHE COMMUN EUROPEEN va accentuer les difficultés économiques en paralysant nos exportations et en favorisant la concurrence des productions étrangères y compris sur le marché intérieur.

LES DOUZE MILLIONS DE FRANÇAIS AYANT VOTE POUR LES PARTIS DE GAUCHE EN JANVIER 1956 N'AVAIENT PAS VOULU CELA...

Ils s'étaient prononcés clairement pour la négociation en ALGERIE, pour le progrès social et la défense de l'école laïque. Leurs immenses espérances ont été déçues car des partis se réclamant de la gauche ont refusé d'unir leurs efforts à ceux de notre Parti, au Parlement comme dans le pays.

Rivalisant d'ardeur dans l'anticommunisme, ils ont cédé aux exigences de la réaction; ils ont tout fait pour diviser la classe ouvrière et écarter les représentants de la population laborieuse de la direction des affaires du pays.

Actuellement, nombreux sont les candidats qui répètent : **« IL FAUT QUE ÇA CHANGE ».** A l'exemple de l'aventurier NEUWIRTH, ils s'efforcent de capter au profit de leurs ambitions personnelles la grande volonté de changement qui anime notre peuple. Ils ont remis en vigueur le scrutin d'arrondissement qui permet toutes les compromissions et que **JEAN JAURES** dénonçait déjà comme **« UN ACTE DE DEFIANCE ENVERS LE SUFFRAGE UNIVERSEL ».**

UN PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE ET DE SALUT NATIONAL

Les candidats du Parti Communiste Français, militants modestes et dévoués vivant vos difficultés quotidiennes, considèrent que la domination des milliardaires est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre. Ils luttent pour le socialisme qui mettra fin à l'exploitation du travail d'autrui, qui supprimera le chômage et la guerre et qui donnera à l'Humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Bien que la nouvelle Constitution ait réduit considérablement le rôle de la prochaine ASSEMBLEE NATIONALE, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS estime que les travailleurs, les démocrates peuvent s'unir autour du programme suivant :

1. — **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2. — **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'ALGERIE comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. — **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4. — **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5. — **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6. — **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE.**

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion;

— par le contrôle du peuple sur ses élus; par une large autonomie communale et départementale.

Pour défendre ce programme au Parlement, il faut un groupe communiste important, s'exprimant au nom de millions d'électeurs. De ce point de vue, **CHACUN DE VOS SUFFRAGES COMPTE, CHAQUE VOIX POUR NOS CANDIDATS EST UN VOTE EFFICACE.**

Dans la circonscription, le Parti Communiste Français vous propose un candidat qui a donné maintes preuves de ses compétences et de son civisme.

Ajusteur, père de trois enfants, **MICHEL OLAGNIER** avait 20 ans quand il prit part avec les F.T.P.F. à la lutte armée contre les occupants nazis. Dirigeant départemental, puis national des mouvements démocratiques de la jeunesse, il appartient depuis 11 ans au Bureau de la Fédération de la Loire du P.C.F.

Elu Conseiller Municipal en 1953 en tête de liste, il totalise 43 présences sur 45 réunions de l'Assemblée communale. Dans les séances et les commissions, il multiplie les propositions en faveur des salariés, des vieux, des mal-logés. Ses interventions sur les problèmes budgétaires ou de la construction sont toujours écoutées avec la plus grande attention. Ses capacités sont reconnues même par ses adversaires.

Aussi, le 23 novembre, nous vous appelons à voter et à faire voter pour le Parti dont les élus demeurent fidèles à leur mandat, pour son candidat

Michel OLAGNIER

Ajusteur
Conseiller Municipal de Saint-Etienne
Secrétaire de la Fédération de la Loire
du Parti Communiste Français

Le remplaçant éventuel de notre candidat sera

Roger LAPORTE

Professeur de Mathématiques
Prisonnier de guerre évadé
Déporté de la Résistance
Conseiller Municipal de Saint-Etienne depuis 1947

S.T.I.C. Saint-Etienne

P.S. - Tout bulletin de vote qui comporterait une rature sera considéré comme nul.